

**ETAT L**

**RESTES A PAYER**

**MINISTERE DE L'ECONOMIE  
ET DES FINANCES**

**REPUBLIQUE DU MALI  
Un Peuple - Un But - Une Foi**

-----  
**DIRECTION NATIONALE DE LA  
PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT**



**NOTE TECHNIQUE SUR L'ANNEXE BUDGETAIRE  
RELATIVE AUX AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS  
ET DES CREDITS DE PAIEMENTS (AE/CP) 2019-2021**

**Septembre 2018**

## INTRODUCTION

Le Conseil des Ministres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a adopté en 2009 six (06) nouvelles directives communautaires pour améliorer et moderniser les instruments de gestion des finances publiques en vigueur dans les pays membres.

Dans ce cadre, la budgétisation des Autorisations d'Engagements (AE) et des Crédits de Paiements (CP) se rapportant aux dépenses d'investissement public a été introduite dans la Loi de Finances en 2013 à travers l'élaboration d'une annexe budgétaire (R) conformément à la Directive n° 06/2009/CM/UEMOA.

Cette Directive a été transposée au Mali par la Loi organique N° 2013-028 du 11 Juillet 2013 portant Lois de Finances modifiant les méthodes de présentation, de préparation, d'exécution et de suivi des Lois de Finances en introduisant les innovations suivantes :

- la budgétisation par programme et la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) ;
- la pluri annualité budgétaire ;
- le renforcement des contrôles sur les budgets ;
- une meilleure information du Parlement.

Cette approche a entraîné des modifications dans la préparation de la loi de Finances à partir de 2018 (la première année de mise en œuvre de la réforme), notamment sur les discussions budgétaires et la budgétisation des dépenses d'investissement.

L'un des outils de la mise en œuvre de la pluri annualité budgétaire consiste à la programmation des investissements en mode AE-CP pour l'amélioration et la modernisation de la gestion des Finances Publiques.

Les AE constituent désormais un véritable enjeu pour le pilotage de l'exécution budgétaire. Elles correspondent à l'Engagement juridique de la dépense, phase où l'ordonnateur engage l'Etat et crée une dette à son endroit.

En outre, la directive opère une distinction entre les dépenses qui, par essence, s'exécutent annuellement (personnel, fonctionnement, transferts) et celles qui peuvent avoir une exécution sur plusieurs années.

L'enjeu de la procédure budgétaire annuelle est de déterminer le niveau maximal des engagements et leur couverture. Ainsi, comme principe général de budgétisation, l'enveloppe des AE doit couvrir au plus près l'estimation des engagements fermes que l'on compte passer dans l'année (pour les dépenses d'investissement). Aussi, l'enveloppe de crédits de paiement (CP) est évaluée à hauteur des besoins de trésorerie de l'exercice concerné compte tenu du rythme de réalisation des engagements juridiques.

## I. PRESENTATION DE LA METHODOLOGIE DES AE/CP

### I.1. Rappel de quelques articles de la Directive n°06/2009/CM/UEMOA

La Directive transposée au Mali par la Loi organique N° 2013-028 du 11 Juillet 2013 portant Lois de Finances définit en ses articles suivants :

- **Article 17** : Les crédits ouverts par la Loi de Finances sont constitués :
  - de Crédits de Paiement : pour les dépenses de personnel, les acquisitions de biens et services et les dépenses de transfert ;

- d'Autorisations d'Engagement et de Crédits de Paiement : pour les dépenses d'investissement et les contrats de partenariats publics privés.

Le principe veut que l'exécution des crédits soit désormais matérialisée par deux phases bien distinctes : une phase d'engagement juridique qui donne lieu à la consommation d'AE et une phase d'ordonnancement qui donne lieu à la consommation de CP. Cela se traduira par le fait qu'aucun crédit ne pourra être ordonnancé s'il n'est pas précédé par la consommation d'une AE correspondante.

- **Article 18** : Les Autorisations d'Engagement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être juridiquement engagées au cours de l'exercice pour la réalisation des investissements prévus par la Loi de Finances.

Pour une opération d'investissement directement exécutée par l'État, l'Autorisation d'Engagement couvre une tranche constituant une unité individualisée formant un ensemble cohérent et de nature à être mise en service sans adjonction.

- **Article 19** : Les Crédits de Paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées au cours de l'exercice.

## **I.2. Méthodologie d'élaboration de l'Annexe AE-CP 2019-2021**

Le principe de la programmation/budgétisation des investissements publics en mode AE/CP se présente comme suit :

- **la programmation des marchés pluriannuels :**

La programmation des investissements se fait en mode AE ≠ des CP.

AE= Montant total ou reliquat du marché.

CP= Dotations pluriannuelles pour couvrir l'AE.

- **la programmation des Contreparties des projets/programmes, des Contrat Plans et des projets de souveraineté**

La programmation des investissements se fait en AE = CP sur la base des dotations annuelles.

L'annexe AE-CP 2019-2021 a été élaborée sur la base des informations issues du rapport de la 18<sup>ème</sup> Revue des Projets et Programmes d'Investissement Public au 31 décembre 2017, du Programme Triennal d'Investissement (PTI) 2019-2021, et du projet de Budget Spécial d'Investissement (BSI) 2019.

L'annexe AE-CP contient :

- le rappel des CP de 2018 en financement intérieur et extérieur ;
- les Autorisations d'Engagement et les Crédits de Paiement des Projets et Programmes d'investissement public sur la période 2019-2021 ;

Au cours de l'exercice, les Projets et Programmes d'investissement public de l'ensemble des départements sectoriels (hors ceux des Ministères de la Sécurité et de la Protection Civile et de la Défense et des Anciens Combattants) et des Institutions clôturés au 31 décembre 2017, en exécution en 2018 et ceux se poursuivant ou devant démarrer en 2019 ont été passés en revue.

## II- PRESENTATION DU CONTENU DE L'ANNEXE AE/CP 2019-2021

Le PTI 2019 - 2021 et le BSI 2019 sont élaborés sur la base des orientations contenues dans la **lettre circulaire n°01009/MEF-SG du 13 mars 2018** du Ministre de l'Economie et des Finances, relative à la préparation du projet de Loi de Finances 2019.

Le budget 2019 s'inscrit dans le cadre de la nouvelle Stratégie Nationale de Développement (Post-CREDD) ainsi que la poursuite de la mise en œuvre de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire et celle relative à la Sécurité Intérieure et de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali.

Ces mesures englobent : (i) le financement adéquat du secteur de l'agriculture à hauteur de 15% ; (ii) l'amélioration du transfert des ressources aux collectivités à travers la poursuite de l'identification des lignes budgétaires en lien avec les compétences transférées ; (iii) conformément à l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali, l'opérationnalisation des documents de stratégie sectorielle adoptés par le Gouvernement et la poursuite des efforts déjà entamés afin de renforcer les infrastructures qui sont des composantes essentielles au développement.

Le financement intérieur du Budget Spécial d'Investissement est accordé aux priorités suivantes :

- les engagements encours de l'Etat ;
- les contreparties des projets/programmes dont la mise en vigueur du financement extérieur est approuvée par les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) ;
- le désenclavement intérieur et extérieur du pays ;
- la réhabilitation et la construction des infrastructures détruites dans certaines régions ;
- le secteur du Développement Rural/Agriculture ;
- l'installation et l'équipement des nouvelles régions administratives ;
- les contrats-plans Etat-Région/District de Bamako ;
- la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali.

Ainsi, les données de la programmation triennale 2019-2021 se présentent comme suit :

- AE = **730,517 milliards** de FCFA dont **625,075 milliards** sur ressources internes, soit **85,57%**. Les AE sur financement interne sont réparties par année comme suit : **403,672 milliards** en 2019 ; **118,597 milliards** en 2020 et **102,806 milliards** en 2021 ;
- CP = **1 471,447 milliards** de FCFA dont **678,909 milliards** sur ressources internes, soit **46,14%**. Les CP sur financement interne sont répartis par année comme suit : **285,304 milliards** en 2019 ; **245,599 milliards** en 2020 et **148,006 milliards** en 2021.

Les Crédits de Paiement du financement intérieur au titre de 2019 se chiffrent à **285,304 milliards** de F CFA contre **293,567 milliards** F CFA en 2018, soit une diminution de **8,263 milliards** de FCFA.

La diminution des Crédits de Paiements au titre du financement intérieur s'explique essentiellement par le niveau avancé de mise en œuvre de certains projets et programmes d'infrastructures routières, d'accès à l'eau et à l'énergie.

Au titre du financement extérieur, les Crédits de Paiement de 2019 s'élève à **319,334 milliards** contre **250,000 milliards** en 2018, soit une augmentation de **69,334 milliards**.

Cette hausse s'explique essentiellement par la prise en charge des Projets d'accès à l'eau et à l'énergie, de désenclavement du pays et de développement rural. On peut retenir quelques grands Projets/Programmes tels que :

- **en matière d'accès à l'eau et à l'énergie**, le démarrage de la production hybride et accès rural à l'électricité et l'appui à la connaissances et au suivi des ressources en eau et la poursuite du Projet AEP Bamako-Kabala, des études/Aménagement du Barrage Taoussa, du Programme national de mobilisation des ressources en Eau /Assainissement AEP des centres semi urbains en 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup>, 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> régions, de l'alimentation en eau potable et mesures d'accompagnement dans les centres semi-urbains et ruraux ;
- **dans le domaine du désenclavement du pays**, les travaux de bitumage de la route Goma Coura-Tombouctou, la construction/bitumage de la route Zantiébougou - Kolondiéba -Frontière RCI et l'aménagement de la traversée de la ville de Sikasso ;
- **dans le cadre du développement rural**, la poursuite de la mise en œuvre du Programme de Développement Durable Delta Intérieur Du Niger (PDD-DIN), du Projet de réhabilitation Economique et Environnementale Fleuve Niger (PREFEN), du Projet Intégré de Développement des Ressources Animales et Aquacoles au Mali (PDIRAAM), le Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS-Mali), le Projet appui développement Elevage au Mali (PADEL-M), le Projet de Renforcement de la Résilience au Sahel (P2RS), le Projet Appui à la Compétitivité Agro-industrielle au Mali (PACAM) et les Projets d'appui à l'irrigation proximité (Delta intérieur, Gao et Ménaka).

## CONCLUSION

En vue d'améliorer les procédures de budgétisation et de suivi de l'exécution des crédits d'investissement, le Gouvernement de la République du Mali a mis en œuvre la procédure des AE/CP dans la préparation, la présentation et l'exécution du budget d'Etat en 2018.

Le budget-programme est une démarche de performance dans la gestion budgétaire qui consiste entre autres à passer d'une logique de gestion axée sur les moyens à une logique de gestion axée sur les résultats.

L'année 2019 marquera la deuxième année de préparation et d'exécution du Budget d'Etat en mode programme. A la suite de ce second exercice de production de l'annexe selon la méthodologie des Autorisations d'Engagement (AE) et les Crédits de Paiement (CP), il a été relevé quelques insuffisances, notamment la faible capacité de certains acteurs chargés de la programmation/budgétisation, du suivi et l'analyse des investissements publics selon la méthodologie des AE/CP et la difficulté de suivi des financements extérieurs, etc.

Cette réforme doit impérativement inciter les administrations publiques à développer une meilleure anticipation et une meilleure estimation de leurs dépenses d'investissement dans une logique pluriannuelle.

A cet effet, les pistes de solutions proposées pour accompagner la réforme en vue d'améliorer les procédures de budgétisation et de suivi de l'exécution des crédits d'investissement selon la méthodologie des AE et CP sont les suivantes :

- demander les ébauches des plans de passation de marchés publics (PPMP) lors des arbitrages budgétaires pour la programmation des AE/CP ;
- développer les capacités de pilotage, de suivi et d'analyse des dépenses d'investissement au niveau de la DNP, de la DGB, des CPS/DFM/DAF et des gestionnaires de projets ;
- former les acteurs à la maîtrise et à l'application de la procédure des AE/CP dans la programmation et la budgétisation des investissements publics ;
- renforcer les capacités des CPS/DFM/DAF en vue d'un suivi physique et financier efficace des projets surtout ceux avec financements extérieurs;

associer les PTF aux revues et inclure la notion d'AE/CP au processus en vue d'identifier les programmations des financements extérieurs.

## ANNEXE : Synthèse de la programmation des Autorisations d'Engagement (AE) et des Crédits de Paiement (CP) 2019-2021

Ministères/Institutions	Source de financement	BSI 2018	2019		2020		2021		TOTAL (2019-2021)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Présidence de la République	Financement interne	1 150 000 000	12 117 500 000	2 117 500 000	0	5 000 000 000	0	5 000 000 000	12 117 500 000	12 117 500 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total Présidence</b>		<b>1 150 000 000</b>	<b>12 117 500 000</b>	<b>2 117 500 000</b>	<b>0</b>	<b>5 000 000 000</b>	<b>0</b>	<b>5 000 000 000</b>	<b>12 117 500 000</b>	<b>12 117 500 000</b>
Primature	Financement interne	3 500 000 000	541 500 000	541 500 000	0	0	0	0	541 500 000	541 500 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total Primature</b>		<b>3 500 000 000</b>	<b>541 500 000</b>	<b>541 500 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>541 500 000</b>	<b>541 500 000</b>
MRATVP	Financement interne	350 000 000	285 000 000	285 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	885 000 000	885 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total Primature</b>		<b>350 000 000</b>	<b>285 000 000</b>	<b>285 000 000</b>	<b>300 000 000</b>	<b>300 000 000</b>	<b>300 000 000</b>	<b>300 000 000</b>	<b>885 000 000</b>	<b>885 000 000</b>
Cour Constitutionnelle (CC)	Financement interne	200 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total CC</b>		<b>200 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Cour Suprême (CS)	Financement interne	400 000 000	380 000 000	380 000 000	0	0	0	0	380 000 000	380 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total CS</b>		<b>400 000 000</b>	<b>380 000 000</b>	<b>380 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>380 000 000</b>	<b>380 000 000</b>



Ministères/Institutions	Source de financement	BSI 2018	2019		2020		2021		TOTAL (2019-2021)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Conseil Economique, Social et Culturel (CESC)	Financement interne	175 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total CESC</b>		<b>175 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Haut Conseil des Collectivités (HCC)	Financement interne	200 000 000	190 000 000	190 000 000	0	0	0	0	190 000 000	190 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total HCC</b>		<b>200 000 000</b>	<b>190 000 000</b>	<b>190 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>190 000 000</b>	<b>190 000 000</b>
Ministère des Infrastructures et de l'Équipement	Financement interne	113 825 000 000	130 182 500 000	72 456 500 000	800 000 000	100 005 000 000	800 000 000	32 300 000 000	131 782 500 000	204 761 500 000
	Financement externe	56 000 000 000	9 892 000 000	65 139 280 000	9 892 000 000	119 884 000 000	0	42 497 000 000	19 784 000 000	227 520 280 000
<b>Total</b>		<b>169 825 000 000</b>	<b>140 074 500 000</b>	<b>137 595 780 000</b>	<b>10 692 000 000</b>	<b>219 889 000 000</b>	<b>800 000 000</b>	<b>74 797 000 000</b>	<b>151 566 500 000</b>	<b>432 281 780 000</b>
Ministère de l'Environnement, l'Assainissement et du Développement durable	Financement interne	8 870 000 000	7 115 500 000	8 018 000 000	5 520 000 000	5 680 000 000	3 970 000 000	3 970 000 000	16 605 500 000	17 668 000 000
	Financement externe	9 383 000 000	12 978 000 000	7 079 127 000	183 000 000	4 496 000 000	186 000 000	3 614 000 000	13 347 000 000	15 189 127 000
<b>Total</b>		<b>18 253 000 000</b>	<b>20 093 500 000</b>	<b>15 097 127 000</b>	<b>5 703 000 000</b>	<b>10 176 000 000</b>	<b>4 156 000 000</b>	<b>7 584 000 000</b>	<b>29 952 500 000</b>	<b>32 857 127 000</b>
Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale	Financement interne	1 850 000 000	2 292 000 000	1 805 000 000	1 400 000 000	1 887 000 000	1 400 000 000	1 400 000 000	5 092 000 000	5 092 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>		<b>1 850 000 000</b>	<b>2 292 000 000</b>	<b>1 805 000 000</b>	<b>1 400 000 000</b>	<b>1 887 000 000</b>	<b>1 400 000 000</b>	<b>1 400 000 000</b>	<b>5 092 000 000</b>	<b>5 092 000 000</b>

Ministères/Institutions	Source de financement	BSI 2018	2019		2020		2021		TOTAL (2019-2021)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Ministère de la Solidarité et de l'Action Humanitaire	Financement interne	1 500 000 000	1 282 500 000	1 282 500 000	950 000 000	950 000 000	750 000 000	750 000 000	2 982 500 000	2 982 500 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>		<b>1 500 000 000</b>	<b>1 282 500 000</b>	<b>1 282 500 000</b>	<b>950 000 000</b>	<b>950 000 000</b>	<b>750 000 000</b>	<b>750 000 000</b>	<b>2 982 500 000</b>	<b>2 982 500 000</b>
Ministère de l'Education Nationale	Financement interne	6 575 000 000	10 023 000 000	7 448 000 000	3 550 000 000	6 950 000 000	2 700 000 000	5 700 000 000	16 273 000 000	20 098 000 000
	Financement externe	12 500 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>		<b>19 075 000 000</b>	<b>10 023 000 000</b>	<b>7 448 000 000</b>	<b>3 550 000 000</b>	<b>6 950 000 000</b>	<b>2 700 000 000</b>	<b>5 700 000 000</b>	<b>16 273 000 000</b>	<b>20 098 000 000</b>
Ministère de l'Innovation et la Recherche Scientifique	Financement interne	1 450 000 000	950 000 000	1 425 000 000	1 050 000 000	1 050 000 000	850 000 000	850 000 000	2 850 000 000	3 325 000 000
	Financement externe	0	0	954 000 000	0	796 000 000	0	763 000 000	0	2 513 000 000
<b>Total</b>		<b>1 450 000 000</b>	<b>950 000 000</b>	<b>2 379 000 000</b>	<b>1 050 000 000</b>	<b>1 846 000 000</b>	<b>850 000 000</b>	<b>1 613 000 000</b>	<b>2 850 000 000</b>	<b>5 838 000 000</b>
Ministère Economie Numérique et de la Communication	Financement interne	1 835 000 000	1 092 500 000	1 567 500 000	3 350 000 000	3 350 000 000	2 650 000 000	2 650 000 000	7 092 500 000	7 567 500 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>		<b>1 835 000 000</b>	<b>1 092 500 000</b>	<b>1 567 500 000</b>	<b>3 350 000 000</b>	<b>3 350 000 000</b>	<b>2 650 000 000</b>	<b>2 650 000 000</b>	<b>7 092 500 000</b>	<b>7 567 500 000</b>
Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille	Financement interne	2 400 000 000	1 615 000 000	1 615 000 000	0	0	0	0	1 615 000 000	1 615 000 000
	Financement externe	3 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>		<b>5 400 000 000</b>	<b>1 615 000 000</b>	<b>1 615 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 615 000 000</b>	<b>1 615 000 000</b>
Ministère du Développement	Financement	575 000 000	1 163 750 000	1 163 750 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	1 463 750 000	1 463 750 000

Ministères/Institutions	Source de financement	BSI 2018	2019		2020		2021		TOTAL (2019-2021)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Industriel et de la Promotion des Investissements	interne									
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>		<b>575 000 000</b>	<b>1 163 750 000</b>	<b>1 163 750 000</b>	<b>150 000 000</b>	<b>150 000 000</b>	<b>150 000 000</b>	<b>150 000 000</b>	<b>1 463 750 000</b>	<b>1 463 750 000</b>
Ministère du Commerce de la Concurrence	Financement interne	3 450 000 000	1 710 000 000	3 610 000 000	1 600 000 000	3 130 000 000	1 600 000 000	1 600 000 000	4 910 000 000	8 340 000 000
	Financement externe	533 000 000	0	900 000 000	0	750 000 000	0	407 000 000	0	2 057 000 000
<b>Total</b>		<b>3 983 000 000</b>	<b>1 710 000 000</b>	<b>4 510 000 000</b>	<b>1 600 000 000</b>	<b>3 880 000 000</b>	<b>1 600 000 000</b>	<b>2 007 000 000</b>	<b>4 910 000 000</b>	<b>10 397 000 000</b>
Ministère de la Justice	Financement interne	4 300 000 000	4 012 500 000	9 120 000 000	1 750 000 000	3 402 000 000	1 750 000 000	1 750 000 000	7 512 500 000	14 272 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>		<b>4 300 000 000</b>	<b>4 012 500 000</b>	<b>9 120 000 000</b>	<b>1 750 000 000</b>	<b>3 402 000 000</b>	<b>1 750 000 000</b>	<b>1 750 000 000</b>	<b>7 512 500 000</b>	<b>14 272 000 000</b>
Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	Financement interne	20 450 000 000	15 627 500 000	19 142 500 000	17 100 000 000	19 100 000 000	17 100 000 000	18 100 000 000	49 827 500 000	56 342 500 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>		<b>20 450 000 000</b>	<b>15 627 500 000</b>	<b>19 142 500 000</b>	<b>17 100 000 000</b>	<b>19 100 000 000</b>	<b>17 100 000 000</b>	<b>18 100 000 000</b>	<b>49 827 500 000</b>	<b>56 342 500 000</b>
Ministère de l'Économie et des Finances	Financement interne	21 691 000 000	26 307 500 000	21 327 500 000	15 525 000 000	16 625 000 000	13 675 000 000	14 775 000 000	55 507 500 000	52 727 500 000
	Financement externe	15 000 000 000	8 440 000 000	17 610 000 000	7 642 000 000	17 642 000 000	2 529 000 000	11 329 000 000	18 611 000 000	46 581 000 000
<b>Total</b>		<b>36 691 000 000</b>	<b>34 747 500 000</b>	<b>38 937 500 000</b>	<b>23 167 000 000</b>	<b>34 267 000 000</b>	<b>16 204 000 000</b>	<b>26 104 000 000</b>	<b>74 118 500 000</b>	<b>99 308 500 000</b>
Ministère des Collectivités Territoriales	Financement interne	5 400 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Ministères/Institutions	Source de financement	BSI 2018	2019		2020		2021		TOTAL (2019-2021)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	externe									
<b>Total</b>		<b>5 400 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation</b>	Financement interne	1 950 000 000	5 671 500 000	5 671 500 000	5 950 000 000	5 950 000 000	5 950 000 000	5 950 000 000	17 571 500 000	17 571 500 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>		<b>1 950 000 000</b>	<b>5 671 500 000</b>	<b>5 671 500 000</b>	<b>5 950 000 000</b>	<b>5 950 000 000</b>	<b>5 950 000 000</b>	<b>5 950 000 000</b>	<b>17 571 500 000</b>	<b>17 571 500 000</b>
<b>Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme</b>	Financement interne	15 500 000 000	7 267 500 000	8 502 500 000	6 500 000 000	9 309 000 000	6 000 000 000	6 000 000 000	19 767 500 000	23 811 500 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>		<b>15 500 000 000</b>	<b>7 267 500 000</b>	<b>8 502 500 000</b>	<b>6 500 000 000</b>	<b>9 309 000 000</b>	<b>6 000 000 000</b>	<b>6 000 000 000</b>	<b>19 767 500 000</b>	<b>23 811 500 000</b>
<b>Ministère de l'Energie et de l'Eau</b>	Financement interne	16 659 000 000	10 516 500 000	13 271 500 000	12 080 000 000	12 080 000 000	9 280 000 000	9 280 000 000	31 876 500 000	34 631 500 000
	Financement externe	55 153 000 000	11 246 000 000	121 223 000 000	0	150 763 000 000	0	28 760 000 000	11 246 000 000	300 746 000 000
<b>Total</b>		<b>71 812 000 000</b>	<b>21 762 500 000</b>	<b>134 494 500 000</b>	<b>12 080 000 000</b>	<b>162 843 000 000</b>	<b>9 280 000 000</b>	<b>38 040 000 000</b>	<b>43 122 500 000</b>	<b>335 377 500 000</b>
<b>Ministère du Travail et de la Fonction Publique</b>	Financement interne	990 000 000	950 000 000	950 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	2 150 000 000	2 150 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>		<b>990 000 000</b>	<b>950 000 000</b>	<b>950 000 000</b>	<b>600 000 000</b>	<b>600 000 000</b>	<b>600 000 000</b>	<b>600 000 000</b>	<b>2 150 000 000</b>	<b>2 150 000 000</b>
<b>Ministère de l'Artisanat et du Tourisme</b>	Financement interne	1 050 000 000	2 510 000 000	1 710 000 000	1 506 000 000	2 506 000 000	0	500 000 000	4 016 000 000	4 716 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>		<b>1 050 000 000</b>	<b>2 510 000 000</b>	<b>1 710 000 000</b>	<b>1 506 000 000</b>	<b>2 506 000 000</b>	<b>0</b>	<b>500 000 000</b>	<b>4 016 000 000</b>	<b>4 716 000 000</b>

Ministères/Institutions	Source de financement	BSI 2018	2019		2020		2021		TOTAL (2019-2021)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Ministère de la Culture	Financement interne	3 025 000 000	2 495 000 000	2 945 000 000	1 490 000 000	1 490 000 000	725 000 000	725 000 000	4 710 000 000	5 160 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>		<b>3 025 000 000</b>	<b>2 495 000 000</b>	<b>2 945 000 000</b>	<b>1 490 000 000</b>	<b>1 490 000 000</b>	<b>725 000 000</b>	<b>725 000 000</b>	<b>4 710 000 000</b>	<b>5 160 000 000</b>
Universités	Financement interne	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine	Financement interne	420 000 000	351 500 000	351 500 000	200 000 000	200 000 000	0	0	551 500 000	551 500 000
	Financement externe	181 000 000	0	50 000 000	0	0	0	0	0	50 000 000
<b>Total</b>		<b>601 000 000</b>	<b>351 500 000</b>	<b>401 500 000</b>	<b>200 000 000</b>	<b>200 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>551 500 000</b>	<b>601 500 000</b>
Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Construction Citoyenne	Financement interne	2 905 000 000	1 714 750 000	2 854 750 000	1 075 000 000	2 275 000 000	931 000 000	2 131 000 000	3 720 750 000	7 260 750 000
	Financement externe	8 500 000 000	0	6 900 000 000	0	4 779 000 000	0	2 440 000 000	0	14 119 000 000
<b>Total</b>		<b>11 405 000 000</b>	<b>1 714 750 000</b>	<b>9 754 750 000</b>	<b>1 075 000 000</b>	<b>7 054 000 000</b>	<b>931 000 000</b>	<b>4 571 000 000</b>	<b>3 720 750 000</b>	<b>21 379 750 000</b>
Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle	Financement interne	1 110 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
	Financement externe	8 500 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>		<b>9 610 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Ministères/Institutions	Source de financement	BSI 2018	2019		2020		2021		TOTAL (2019-2021)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Ministère des Transports	Financement interne	3 715 000 000	5 097 500 000	2 897 500 000	1 771 000 000	2 971 000 000	1 900 000 000	2 900 000 000	8 768 500 000	8 768 500 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>		<b>3 715 000 000</b>	<b>5 097 500 000</b>	<b>2 897 500 000</b>	<b>1 771 000 000</b>	<b>2 971 000 000</b>	<b>1 900 000 000</b>	<b>2 900 000 000</b>	<b>8 768 500 000</b>	<b>8 768 500 000</b>
Commissariat à la Sécurité Alimentaire	Financement interne	5 100 000 000	4 749 999 000	4 749 999 000	0	0	0	0	4 749 999 000	4 749 999 000
	Financement externe	0	4 264 000 000	1 193 000 000	0	1 213 000 000	0	762 000 000	4 264 000 000	3 168 000 000
<b>Total</b>		<b>5 100 000 000</b>	<b>9 013 999 000</b>	<b>5 942 999 000</b>	<b>0</b>	<b>1 213 000 000</b>	<b>0</b>	<b>762 000 000</b>	<b>9 013 999 000</b>	<b>7 917 999 000</b>
Ministère des Mines et du Pétrole	Financement interne	1 617 000 000	1 900 000 000	1 900 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000	5 500 000 000	5 500 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>		<b>1 617 000 000</b>	<b>1 900 000 000</b>	<b>1 900 000 000</b>	<b>1 800 000 000</b>	<b>1 800 000 000</b>	<b>1 800 000 000</b>	<b>1 800 000 000</b>	<b>5 500 000 000</b>	<b>5 500 000 000</b>
Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire	Financement interne	3 625 000 000	2 303 750 000	3 728 750 000	2 900 000 000	4 859 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000	6 903 750 000	10 287 750 000
	Financement externe	7 000 000 000	0	5 000 000 000	0	7 000 000 000	0	0	0	12 000 000 000
<b>Total</b>		<b>10 625 000 000</b>	<b>2 303 750 000</b>	<b>8 728 750 000</b>	<b>2 900 000 000</b>	<b>11 859 000 000</b>	<b>1 700 000 000</b>	<b>1 700 000 000</b>	<b>6 903 750 000</b>	<b>22 287 750 000</b>
Ministère de l'Agriculture	Financement interne	21 115 000 000	123 847 286 000	63 537 375 000	13 780 000 000	16 780 000 000	10 450 000 000	10 450 000 000	148 077 286 000	90 767 375 000
	Financement externe	70 600 000 000	27 484 000 000	74 870 000 000	0	29 929 000 000	0	23 196 000 000	27 484 000 000	127 995 000 000
<b>Total</b>		<b>91 715 000 000</b>	<b>151 331 286 000</b>	<b>138 407 375 000</b>	<b>13 780 000 000</b>	<b>46 709 000 000</b>	<b>10 450 000 000</b>	<b>33 646 000 000</b>	<b>175 561 286 000</b>	<b>218 762 375 000</b>

Ministères/Institutions	Source de financement	BSI 2018	2019		2020		2021		TOTAL (2019-2021)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Ministère de l'Élevage et de la Pêche	Financement interne	2 300 000 000	1 543 750 000	1 923 750 000	900 000 000	1 300 000 000	775 000 000	1 175 000 000	3 218 750 000	4 398 750 000
	Financement externe	12 150 000 000	6 722 319 000	18 416 000 000	2 712 000 000	15 742 000 000	1 271 000 000	6 441 000 000	10 705 319 000	40 599 000 000
<b>Total</b>		<b>14 450 000 000</b>	<b>8 266 069 000</b>	<b>20 339 750 000</b>	<b>3 612 000 000</b>	<b>17 042 000 000</b>	<b>2 046 000 000</b>	<b>7 616 000 000</b>	<b>13 924 069 000</b>	<b>44 997 750 000</b>
Ministère des Sports	Financement interne	1 500 000 000	1 235 000 000	2 185 000 000	400 000 000	1 300 000 000	400 000 000	900 000 000	2 035 000 000	4 385 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>		<b>1 500 000 000</b>	<b>1 235 000 000</b>	<b>2 185 000 000</b>	<b>400 000 000</b>	<b>1 300 000 000</b>	<b>400 000 000</b>	<b>900 000 000</b>	<b>2 035 000 000</b>	<b>4 385 000 000</b>
Ministère de la Promotion des Investissements et du Secteur Privé	Financement interne	400 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>		<b>400 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Régions	Financement interne	11 800 000 000	14 630 000 000	14 630 000 000	14 600 000 000	14 600 000 000	14 600 000 000	14 600 000 000	43 830 000 000	43 830 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>		<b>11 800 000 000</b>	<b>14 630 000 000</b>	<b>14 630 000 000</b>	<b>14 600 000 000</b>	<b>14 600 000 000</b>	<b>14 600 000 000</b>	<b>14 600 000 000</b>	<b>43 830 000 000</b>	<b>43 830 000 000</b>
<b>TOTAL</b>		<b>553 427 000 000</b>	<b>484 698 604 000</b>	<b>604 638 781 000</b>	<b>139 026 000 000</b>	<b>598 593 000 000</b>	<b>106 792 000 000</b>	<b>268 215 000 000</b>	<b>730 516 604 000</b>	<b>1 471 446 781 000</b>
Sous-total financement interne		294 927 000 000	403 672 285 000	285 304 374 000	118 597 000 000	245 599 000 000	102 806 000 000	148 006 000 000	625 075 285 000	678 909 374 000
Sous-total financement externe		258 500 000 000	81 026 319 000	319 334 407 000	20 429 000 000	352 994 000 000	3 986 000 000	120 209 000 000	105 441 319 000	792 537 407 000